

Communiqué de presse
4 mai 2021

APPEL À LA MARCHÉ D'APRÈS
Rennes - dimanche 9 mai - 14h - Mail F. Mitterrand



Après 30 ans de discours sur la maison qui brûle, en 2019 le secrétaire général des Nations Unies déclare “Agir pour le climat c’est agir pour la paix”. Avant qu’il ne soit trop tard, nous avons le devoir d’éviter le chaos climatique annoncé par les scientifiques. Depuis des semaines, la société civile s’organise avec détermination pour alerter les député.es et le gouvernement sur la nécessité d’une loi “Climat et Résilience” ambitieuse. Alors que le vote solennel qui a lieu aujourd’hui va ratifier une loi climat vidée de sa substance, nous, associations, collectifs, syndicats, citoyens et citoyennes, appelons à « La Marche d’après », le dimanche 9 mai à 14h sur le mail François Mitterrand.

Le dimanche 28 mars dernier, veille de l’entrée du projet de loi Climat et Résilience à l’Assemblée Nationale, nous étions plus de 110 000 à nous réunir dans 180 villes, dont plus de 2500, à Rennes afin de dénoncer le manque d’ambition du projet de loi et pour demander une “Vraie Loi Climat “. Le texte a maintenant été débattu et est voté à l’Assemblée Nationale aujourd’hui. Nous constatons qu’il est toujours bien en deçà de ce qu’il faudrait pour atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet-de-serre que la France s’est fixés, à savoir une réduction de 40% d’ici à 2030, et plus encore pour atteindre l’objectif adopté par l’Union européenne le 21 avril d’une baisse des émissions de gaz à effet de serre de 55 % d’ici 2030 [1]. Pour atteindre cet objectif, la France doit réduire ses émissions de 5%, chaque année, pendant trente ans. Nos député.es le savent, pourtant, avec la Loi Climat le compte n’y est pas !

Selon les sondages de l’ADEME, 57 % des français demandent à “réorienter en profondeur notre économie en soutenant exclusivement les activités qui préservent l’environnement, la santé et la cohésion sociale” [2]. Les mesures de la Convention Citoyenne pour le Climat étaient ambitieuses et porteuses d’espoir en ce sens, pour la construction d’un avenir soutenable et solidaire. Mais ces mesures ont été détricotées pour ne servir qu’au verdissement de la politique du gouvernement.

Cette loi aurait dû être l'instrument d'une réorganisation de notre société en donnant les moyens à tou.te.s les citoyens et citoyennes de vivre dignement en préservant la planète, et donc notre avenir. Elle aurait dû être l'instrument clé de régulation pour faire payer les plus gros pollueurs et réduire la pression exercée sur les plus précaires, déjà les plus impacté.es par les effets du dérèglement climatique. Elle aurait dû anticiper la reconversion des emplois des secteurs les plus polluants et la création d'emplois dits "verts". Mais la loi Climat et Résilience ne permettra pas de nous assurer un avenir juste et soutenable. Elle ne contient aucun article sur l'éco-responsabilité des entreprises, aucune interdiction des neuf extensions d'aéroports en cours, aucune interdiction de la publicité des produits les plus polluants. Cette loi permet toujours la construction de la majorité des nouvelles zones commerciales. L'objectif de fin de vente des véhicules polluants pour 2030 ne concerne quant à lui qu' 1 à 3 % des véhicules neufs vendus et les objectifs de performance énergétique des bâtiments sont trop bas pour être efficaces. **La loi Climat et Résilience est un véritable échec climatique et social !**

Alors le dimanche 9 mai, nous nous retrouverons une nouvelle fois dans la rue partout en France à l'appel de plus de 400 organisations. Nous marcherons car nous n'avons plus le choix face à ce gouvernement soumis aux lobbies. Nous marcherons, ensemble, dans la joie et avec détermination pour clamer le désaveu généralisé de cette loi et la trahison de la promesse faite par Emmanuel Macron au processus démocratique de la Convention citoyenne pour le Climat. Nous marcherons pour construire l'Après, écologique et social.

[1] "Climat : l'UE adopte l'objectif de réduire ses émissions carbone d'« au moins » 55 % d'ici à 2030", Le Monde, 21 avril 2021

[2] Baromètre "Les Français et le changement climatique" - édition 2020, ADEME

Organisations signataires : Agir pour le Climat 35, Attac Rennes, Alternatiba Rennes, AUTIV, BDE EME-UniLasalle Rennes, CCFD-Terre Solidaire, CopTrotter, CVL Lycée Saint Joseph, EcoChallenge, France Nature Environnement, FSU 35, GNSA, Greenvox, La Bonne Assiette, Libre Canut, Mouvement pour la Paix, Oxfam Rennes, Résistance Écologiste Rennes, Scarabée Biocoop, Solidaires 35, Solidaires étudiantes Rennes, Extinction Rebellion Rennes, Youth For Climate

Contacts Presse : Grégory Dos Santos (membre de la CCC) - 06 07 84 52 45

Christophe Claude (Oxfam Rennes) - 06 04 16 28 14

Elodie Marajo-Petitzon (Attac Rennes) - 07 60 57 77 02

Pascal Trochet (Solidaires 35) – 06 75 10 84 32